

AVEC nous

Info-négo n° 7 • 12 janvier 2014

pour défendre nos services publics

2015 : MOBILISATION TOUS AZIMUTS

À la mi-décembre, nous avons reçu les propositions patronales pour le renouvellement des conventions collectives. Le moins qu'on puisse dire, c'est que nous aurons du pain sur la planche afin de faire entendre raison à celles et ceux qui nous gouvernent...

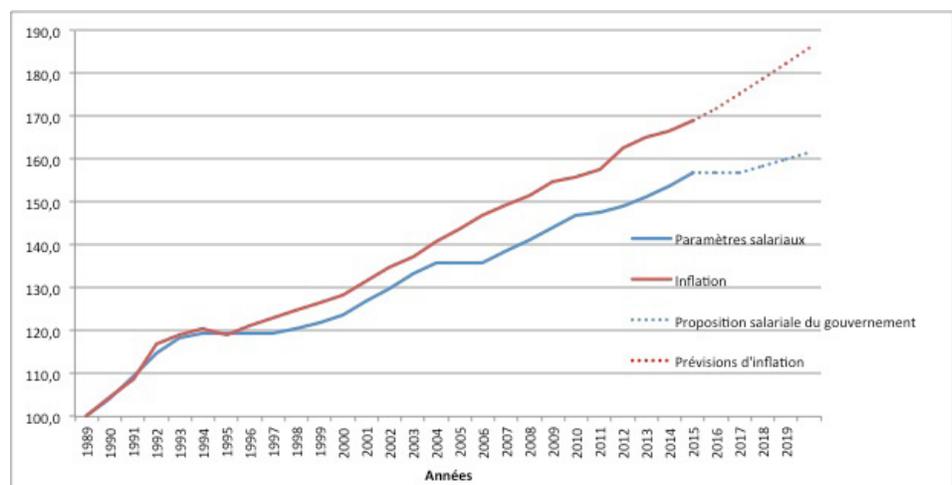
Tout d'abord, le 15 décembre, le Conseil du trésor a présenté au Front commun ses propositions sur les matières de table centrale. Notons d'entrée de jeu que le gouvernement répond avec beaucoup de mépris à notre priorité de revaloriser les salaires dans le secteur public.

Son offre, totalisant 3 % sur cinq ans, dont deux années de gel salarial, soit une progression inférieure au coût de la vie, est à des années-lumière de notre objectif. Rappelons que dans son dernier rapport de novembre dernier, l'Institut de la statistique du Québec constatait que notre retard salarial persistait, autour de 8 % en moyenne par rapport aux salaires versés dans les autres secteurs de l'économie. Nous souhaitons ardemment que ces négociations nous permettent de corriger ce

problème. Or, l'offre gouvernementale est bien loin de l'objectif. Par exemple, pour 2015, alors que le gouvernement nous « offre » un gel de salaire, les principales firmes de consultants en ressources humaines du Québec prévoient des augmentations de 2,8 %, en moyenne, dans le secteur privé.

Pis encore, le gouvernement veut s'en prendre à notre régime de retraite, le RREGOP, et ce, malgré son excellente santé financière. Pour des détails sur ce dépôt de table centrale, nous vous invitons à consulter l'Info-négo #1 • Table centrale, produit par le Front commun, le 16 décembre 2014. <http://goo.gl/epM4r4>

LE GOUVERNEMENT NOUS OFFRE... L'APPAUVRISSMENT



L'AUSTÉRITÉ JUSQUE DANS NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

Le 16 décembre, notre comité de négociation de la FSSS–CSN a reçu les propositions patronales concernant nos conditions de travail au quotidien. Ces propositions constituent en fait des demandes patronales : nous n'avons encore reçu aucune réponse quant à nos quatre grandes priorités sectorielles, soit de contrer la privatisation, d'améliorer la qualité de vie au travail, de mener à terme les travaux sur la nomenclature des emplois et de renforcer les droits syndicaux.

Les propositions qui nous ont été présentées au cours d'une rencontre ayant duré un peu plus d'une heure sont des objectifs vagues constituant des demandes insidieuses qui auraient pour effet de modifier en profondeur les conventions collectives. Rien n'est épargné par la partie patronale, qui compte remettre en cause les dispositions existantes, notamment la mobilité des travailleuses et des travailleurs, les mesures d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre, les absences et les congés, l'assurance salaire et les droits syndicaux.

L'AUSTÉRITÉ CONTRE LES FEMMES

Les femmes sont une fois de plus la cible du gouvernement, elles qui composent plus des trois quarts du personnel du réseau. Elles feront les frais de l'austérité une fois de plus. Les travailleuses du réseau subissent d'abord ces politiques au même titre que toutes les citoyennes québécoises. En plus, le gouvernement voudrait faire porter sur nos épaules une partie supplémentaire de sa stratégie de retour à l'équilibre budgétaire en s'en prenant à nos

conditions de travail. On demande aux salarié-es du secteur public d'être sans cesse plus performants, plus présents, sans jamais aborder leurs conditions de travail, par exemple les difficultés croissantes de concilier famille, travail et études, l'explosion de la surcharge de travail, l'érosion de l'autonomie professionnelle, l'augmentation de la précarité d'emploi... Cette approche ne tient pas la route, à notre point de vue, et mènerait à un recul social vers une époque qu'on croyait révolue.

PROBLÈMES DE MAIN-D'ŒUVRE

En outre, les propositions qui nous ont été présentées jusqu'à maintenant auraient pour effet d'affaiblir davantage nos services publics en favorisant un véritable exode de la main-d'œuvre hors des services. D'une part, l'alourdissement annoncé de nos surcharges de travail tout en nous appauvrissant en découragera plusieurs de continuer leur carrière dans le réseau. D'autre part, en repoussant l'âge de la retraite et en revoyant à la baisse certaines conditions du RREGOP, il pousserait des travailleuses et des travailleurs à quitter plus rapidement qu'ils ne le souhaitaient. Et ce, en pleine période de renouvellement de main-d'œuvre où les établissements peinent à attirer la relève et à retenir les plus expérimentés. Voilà une attitude irresponsable qui laisse penser que le véritable objectif du gouvernement est d'affamer encore plus notre réseau afin de favoriser la croissance du secteur privé dans les services.

Bref, notre mobilisation doit s'intensifier. Un nouveau plan d'action sera présenté aux syndicats FSSS–CSN au cours des prochaines semaines.

RETRAIT DU PROJET DE LOI 10 : AVEZ-VOUS SIGNÉ LA PÉTITION ?

Si vous ne l'avez pas encore fait, nous vous invitons à signer la pétition réclamant le retrait du projet de loi 10, sur le site de l'Assemblée nationale : www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-4993/index.html